

L'ancien P-dg de la Cnan sous mandat de dépôt

Rebondissement dans l'affaire de la Compagnie nationale algérienne de navigation (Cnan). Après la mise sous mandat de dépôt le 14 mars dernier de l'ex-P-dg, M. Ali Boumbar, hier, deux autres ex-cadres de la compagnie, dont le prédécesseur de M. Boumbar, ont été placés sous mandat de dépôt par le juge instructeur de la 7^e chambre du pôle judiciaire spécialisé du Centre. Il s'agit d'Ali Koudil et de Benbouteldja.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision de la mise sous mandat de dépôt de l'ex-patron de la Cnan a eu lieu hier en fin de matinée. Plus exactement, cela s'est passé après trois heures d'auditions assurées par le juge instructeur, en charge du dossier et relevant de la septième chambre pénale du pôle judiciaire spécialisé du centre.

Selon nos sources, Ali Koudil a répondu à la convocation du juge instructeur sans la présence de ses avocats. Et c'est à leur grande surprise, qu'ils apprennent que «celui qui a été relaxé dans l'affaire du naufrage du navire Batna et l'échouage de Béchar a vu retenir contre lui les chefs d'inculpation de passation de marché non conforme à la

réglementation et dilapidation de deniers publics».

Les mêmes sources ajoutent que d'autres cadres de la Cnan ont été également entendus dans cette affaire et placés sous contrôle judiciaire. Mieux, on laisse croire que des dirigeants de la SGP (Société de gestion de participation) Gestramar en charge de la gestion du portefeuille des entreprises du transport maritime ont été également entendus par la même juridiction.

D'ailleurs, nos sources et au vu de la «complexité» de cette affaire n'écartent pas l'hypothèse de poursuite judiciaire à l'encontre de certaines personnes exerçant au niveau de cette structure. La mise sous mandat de dépôt d'Ali Koudil intervient



Les scandales se suivent à la Cnan.

après celle de son successeur à la tête de la Cnan. C'est dire, que cette affaire est loin de connaître son épilogue. Une affaire qui remonte au début de

l'année en cours, lorsque les services de sécurité, après une longue enquête, ont remis au parquet les conclusions de leurs investigations.

Au total, elles sont 32 personnes entre cadres dirigeants, simples cadres, employés et personnel navigant, à être entendues dans un premier temps en tant que témoins, puis en tant qu'inculpés pour près d'une vingtaine d'entre elles. Le parquet a fait appel auprès de la chambre d'accusation contre la décision de mise en liberté provisoire décidée par le magistrat.

Le 7 mars, cette haute juridiction donne raison au juge, ce qui lui permet de reprendre les auditions. Le premier à avoir été convoqué, le 14 mars dernier, était l'ancien P-dg de la Cnan, Ali Boumbar, qui, après plusieurs heures de questions-réponses, a été placé sous mandat de dépôt. Cette mise sous mandant de dépôt a suscité des interrogations au sein de l'opinion publique.

Ainsi, une année après le dénouement de l'affaire dite «Cnan », c'est un autre scandale qui vient d'ébranler cette compagnie.

A. B.

MÉTRO D'ALGER

Le prix du ticket ne sera pas révisé

Le président-directeur général de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) a annoncé, hier, qu'aucune baisse du prix du métro n'est prévue actuellement.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La baisse du prix du ticket du métro n'est pas à l'ordre du jour. Une information annoncée, hier, par le président directeur-général de l'entreprise sur les ondes d'Alger Chaîne III.

«Le tarif du ticket, qui est de 50 DA, est fixé par l'Etat sur la base d'études. C'est un tarif dit d'équilibre qui prend en compte les recettes d'exploitation et les charges», a expliqué Omar Hadbi qui était l'invité de l'émission matinale. «Pour l'heure, nous ne pouvons pas réviser ce tarif car l'investissement est très lourd. Il est nécessaire d'attendre encore pour faire un premier bilan.»

Le P-dg de l'EMA a reconnu que le métro d'Alger a connu une baisse d'affluence ces derniers mois. La fréquentation moyenne est actuellement de 1 million de passagers par mois contre plus de 2 millions au mois de novembre, date de l'entrée en exploitation du projet.

Omar Hadbi a qualifié de normal ce phénomène de baisse. «C'est en deçà de nos attentes. Mais l'augmentation du taux de fréquentation devrait intervenir dès le

début de l'exploitation de la ligne de tramway.» Cette ligne, qui reliera l'avenue des Fusillés à la commune de Bordj El-Kiffan sera opérationnelle dès le 15

juin prochain. «Ce sont deux modes de transport qui se rejoindront», a souligné M. Hadbi en rappelant les avantages du tramway qui permettra de relier le centre d'Alger à la banlieue, en passant par trois pôles universitaires et des centres d'activités importants.

Le premier responsable de l'Entreprise du métro d'Alger est revenu sur les projets futurs, notamment l'extension de la ligne de tramway vers Bir Mourad Raïs. D'après lui, ce prolongement devrait occasionner un nombre important d'expropriations. «Pour éviter les expropriations, nous devons réaliser le tracé sur les voiries. Dans le cas d'Alger, cette option est difficile à mettre en œuvre en l'absence de grands boulevards.»

T. H.

LES GREFFIERS ENTAMENT LEUR 23^e JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

Les syndicats autonomes s'indignent

Epuisés, les six greffiers grévistes de la faim depuis le 6 mai s'abstiennent désormais de parler. Le comité, qui s'est constitué pour les soutenir, s'indigne contre la banalité éprouvée face à leur état de santé, se dégradant jour après jour. Il lance l'alerte et invite la société civile à se mobiliser pour sauver ces vies.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «Ils refusent de parler, se contentant d'inviter ceux qui veulent leur parler à aller dire ce qu'ils ont à dire aux responsables en mesure de les réhabiliter», a déclaré, hier, dans une conférence de presse tenue à la Maison des syndicats de Dar El-Beida, M^{me} Yamina Maghraoui, présidente du comité de soutien à ces grévistes de la faim. Et de s'affoler : «Si nous sommes habitués aux attitudes du pouvoir qui fait toujours la sourde oreille comme pour mépriser les petites gens, le silence de la société civile, par contre, nous inquiète !»

Ont été présents à la conférence de presse des syndicalistes du Snapap, le SESS (syndicat des enseignants du supérieur solidaires, non agréé) et de la fédération des travailleurs du secteur économique.

Or, ils ont surtout dénoncé la volonté du «pouvoir» à casser tout mouvement revendicatif en infiltrant les syndicats ou en créant des organisations syndicales fantoches pour ainsi fermer la porte du dialogue aux représentants des travailleurs.

Bref, les six greffiers grévistes de la faim, cinq femmes et un homme, entament aujourd'hui leur 23^e jour de grève. La septième gréviste de la faim, Aziza Haddadi, a arrêté la grève pour des raisons de santé, elle s'occupe actuellement de l'hygiène de ses camarades. «Nous ne demandons que notre réhabilitation parce que notre dignité a été bafouée», a-t-elle dit.

L'action de ces grévistes n'a toujours pas eu un retour d'écho de la part du ministère de la Justice. Ils font partie d'un groupe de 46 greffiers ayant fait l'objet d'une mesure conservatoire en

avril dernier. Ils ont été suspendus suite à la grève des fonctionnaires de la justice justement. «Nos collègues, ayant cessé la grève et regagné leurs postes de travail, subissent au quotidien un harcèlement moral qu'exercent les procureurs généraux et les procureurs de la République. Certains se sont vu mutés dans d'autres services et d'autres en dehors de leur lieu de résidence», a alerté Madjid Yahoui de la Fédération des greffiers.

Il est également revenu sur la légitimité de leurs revendications et les promesses faites par l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Belaïz et qui ont été consignées dans un P-V de réunion datant du 23 février 2011 et signé par le SG du ministère.

«Ils se sont engagés à satisfaire un nombre de revendications comme le régime indemnitaire et le logement de fonction et à étudier ultérieurement d'autres. Mais, depuis, rien n'a été fait et les portes du dialogue ont été fermées d'où notre décision d'avoir fait grève en avril dernier», a-t-il conclu.

L. H.

FIN DE CYCLE

PRIMAIRE (EX-6^e)

Examen aujourd'hui pour 601 586 élèves

La première session de l'examen de fin de cycle primaire (ex-6^e), session 2012, se déroule aujourd'hui pour 601 586 élèves.

Selon le ministère de l'Education nationale, ce sont 311 631 garçons (soit 51,80%) et 289 955 filles (48,19%) qui participent à la session 2012 de cet examen qui se déroulera dans 3 221 centres et sous la surveillance de 60 000 surveillants et la présence de 3 365 observateurs.

En outre, une session de rattrapage est prévue le 26 juin 2012. Impliquant 12 000 correcteurs répartis sur 61 centres, les résultats de cet examen seront proclamés le 15 juin pour la première session et le 8 juillet pour la session de rattrapage. En notant que 2 934 candidats des écoles privés (0,48%) et 270 candidats handicapés (0,04%) participent à cet examen.

C. B.

TIZI-OUZOU

Un automobiliste blessé par balle à Frikat

C'est sur le chemin de wilaya n°4, reliant Draâ-El-Mizan à Frikat, avant-hier aux environs de 10 heures au lieudit Tiqantarh Laânassar que le cauchemar avait commencé pour le nommé H. N. âgé de 50 ans, commerçant de son état.

En effet, après avoir pris place à bord du véhicule de la victime, deux hommes l'obligèrent de force à prendre une autre direction et c'est à partir de ce moment-là que le chauffeur, sentant un réel danger, décida alors d'immobiliser immédiatement son véhicule en prenant le soin de jeter les clés de contact dans la nature avant de prendre la fuite. C'est à ce moment précis que les deux hommes armés ouvrirent le feu pour l'atteindre de trois balles.

Après leur forfait, ils arrêterent un autre automobiliste pour lui subtiliser son véhicule et prendre la fuite. La victime, évacuée vers l'hôpital Krim Belkacem de Draâ-El-Mizan, a été prise en charge et sauvée d'une mort certaine.

Aït Moh O.